

Note de lecture :

40 ans d'austérité salariale : Comment en sortir ?

Patrick
Artus

**40 ans
d'austérité
salariale**

Comment en sortir ?



Auteur : Patrick Artus

Mai 2020

Introduction

Dans son dernier ouvrage, Patrick Artus décrypte les liens macroéconomiques complexes entre la politique salariale, la politique monétaire et la politique budgétaire : ces interactions méritent une analyse approfondie car elles ont placé nos économies dans un équilibre précaire qui pourrait conduire à une très forte instabilité financière, et à l'éclatement d'une très grave crise des dettes publiques.

Selon lui, le point crucial est le choix de l'austérité salariale qui a débuté dans les pays de l'OCDE à la fin des années 1970, c'est-à-dire l'affaiblissement du pouvoir de négociation des salariés qui a conduit à la déformation du partage des revenus entre salaires et profits au détriment des salariés, avec à la clé une modestie des hausses de salaires et des coûts salariaux. Dans de nombreux pays développés (Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, Japon...), les salaires réels par tête ont progressé moins vite que la productivité par tête, conduisant alors à une baisse de la part des salaires dans le revenu national et à une hausse de la part des profits. Pour la période de 1990 à 2019, le salaire réel a ainsi augmenté de 23% tandis que les gains de productivité ont augmenté de 49%. La situation est toutefois différente en France et en Italie, puisqu'on ne peut pas parler de déformation du partage des revenus au détriment des salariés, car les salaires augmentent à peu près au même rythme que la productivité. Mais dans notre pays, le poids des dépenses contraintes a lourdement pesé sur le pouvoir d'achat des ménages, en raison de la hausse du prix de l'énergie consommée par les ménages (électricité, carburant), et de la hausse des prix de l'immobilier (avec une progression supérieure de 60% à celle des salaires de 1998 à 2019).

Les racines de l'austérité salariale

Quelles sont les causes de cette austérité salariale qui constitue un trait fondamental de nos économies ? Pour Patrick Artus, elles sont plurielles :

- Une dimension idéologique : les penseurs libéraux, tels Milton Friedman, ont développé une critique des monopoles, et en particulier des monopoles syndicaux accusés de créer des inefficiences sur le marché du travail, de favoriser des salaires réels plus élevés que le salaire réel d'équilibre et donc un chômage structurel élevé, et cette critique a eu un certain écho chez les décideurs de la politique de l'emploi à partir des années 1980 ;
- Une baisse des taux de syndicalisation qui a affaibli le pouvoir de négociation des salariés ;
- Une exigence élevée de la rentabilité du capital dans le cadre du capitalisme actionnarial qui a conduit à une contraction de la part des salaires ;
- La mise en place du libre-échange qui a incité les entreprises à rechercher à conquérir des parts de marché par l'amélioration de la compétitivité-prix et la baisse des coûts salariaux ;
- La volonté de lutter contre l'inflation sur le marché des biens et services, avec la stabilité des prix qui devient un objectif crucial des banques centrales.

Pour Patrick Artus, « à partir du début des années 1980, on passe donc d'une situation où les salariés avaient un pouvoir de négociation élevé, et étaient représentés par des corps intermédiaires puissants (syndicats, partis politiques de gauche), et où les conflits se concluaient par un compromis qui leur étaient plutôt favorables, à une situation où les salariés ont perdu leur pouvoir de négociation ». Or, les causes initiales de l'austérité salariale sont pour certaines encore à l'œuvre aujourd'hui, mais de nouveaux déterminants plus subtils, mais aux effets très profonds, sont apparus dans nos économies pour expliquer l'affaiblissement de la part des salaires dans le revenu national.

Patrick Artus les évoque en détail dans son ouvrage :

- La concentration des entreprises sur les marchés du travail : de grandes entreprises qui ont acquis un énorme pouvoir de marché sur le marché des biens et services, mais aussi sur le marché du travail, sont en mesure d'imposer une modération salariale puisqu'elles sont à l'origine de l'essentiel des créations d'emploi et de la fixation du niveau des salaires dans un bassin d'emploi ;
- Une transformation de la structure des emplois et une bipolarisation du marché du travail : une déformation des emplois s'est produite vers des emplois peu qualifiés, en particulier dans les services domestiques (distribution, services à la personne, hôtels-restaurants, tourisme...), avec de plus faibles rémunérations relatives et un plus faible effet d'entraînement de ces créations d'emplois peu qualifiés à plus faible productivité sur la progression des salaires ;

- Une plus faible mobilité des salariés : cette moindre mobilité des salariés sur le marché du travail, due peut-être à la crainte du chômage, réduit la possibilité pour les entreprises d'attirer les salariés avec des hausses de salaires ;

[Lire le cours de CPGE sur les politiques économiques](#)

Une « japonisation » de l'économie ?

Pour réellement cerner les implications de l'austérité salariale sur nos équilibres macroéconomiques aujourd'hui, il faut intégrer dans l'analyse les autres dimensions de la politique conjoncturelle selon Patrick Artus, soit la politique monétaire et la politique budgétaire. En effet, l'austérité salariale conduit à un régime d'inflation faible, en raison de la modération salariale, qui permet aux banques centrales de mener durablement des politiques monétaires extrêmement expansionnistes, sans craindre de nuire à leur objectif de stabilité des prix, avec des taux d'intérêt historiquement bas. Et cette faiblesse des taux d'intérêt améliore la solvabilité budgétaire des États et incite les gouvernements à mener des politiques budgétaires expansionnistes avec un creusement des déficits publics, puisque les paiements d'intérêt sur la dette publique restent faibles. Dès lors, « *l'austérité salariale permet (avec l'inflation basse) de sortir de l'austérité monétaire, ce qui à son tour permet (avec les taux d'intérêt bas) de sortir de l'austérité budgétaire* ». Avec comme corollaire le fait que si l'on voulait aujourd'hui sortir de l'austérité salariale, il faudrait sans doute revenir à l'austérité monétaire et budgétaire. Pour illustrer son propos, Patrick Artus cite le cas du Japon : le pouvoir d'achat su salaire par tête y stagne depuis vingt ans et la politique monétaire est devenue massivement expansionniste, avec un endettement public atteignant 235% du PIB pour soutenir la demande globale. Or les pays de l'OCDE ont progressivement glissé vers la « japonisation » de leurs économies, avec cet équilibre caractérisé par des salaires faibles, des taux d'intérêt faibles et une politique budgétaire expansionniste. Patrick Artus note d'ailleurs que la littérature économique et les vifs controverses qu'elle occasionne dans le champ universitaire, notamment aux États-Unis, portent justement sur cette idée, qui s'est invitée dans le débat politique. C'est dans le cadre de la « *théorie monétaire moderne* » (*Modern Monetary Policy*), selon laquelle le plein emploi est obtenu par la politique budgétaire expansionniste, et où la solvabilité budgétaire est garantie par les taux d'intérêt nuls et la monétisation de la dette publique, que l'on peut comprendre cet équilibre macroéconomique qui caractérise aujourd'hui les économies des pays avancés.

Celui-ci a eu aussi de puissants effets redistributifs : si les actionnaires des entreprises, les emprunteurs, les propriétaires immobiliers, les bénéficiaires des transferts publics et des baisses d'impôts, y ont certes gagné...les salariés, les prêteurs (ménages à revenu élevé, banques), les acheteurs de logements et les locataires y ont par contre perdu. Les effets sont donc complexes car comme l'explique Patrick Artus, « *pour un salarié modeste, certes son salaire est faible, mais il peut s'endetter à un coût bas pour acheter un logement. Et pour un ménage aisé, certes le rendement de l'épargne est faible avec les taux d'intérêt*

bas, mais la valeur du patrimoine immobilier augmente. Cette ambiguïté explique sans doute l'acceptabilité de cette politique, personne n'étant totalement perdant ».

Lire aussi :

[Et si les salariés se révoltaient ?](#)

[Patrick Artus : Quelle est la limite à l'expansion de la taille du bilan d'une Banque Centrale, à l'augmentation de l'offre de monnaie ? \(épisode 2\)](#)

La montée des périls monétaires et financiers

L'austérité salariale est donc compensée par des politiques conjoncturelles (monétaire et budgétaire) expansionnistes, puisque les États accroissent les revenus des ménages par des transferts publics en tolérant une dégradation des finances publiques. Mais cet équilibre est particulièrement périlleux : *« acheter la paix sociale par l'endettement public est dangereux même dans un monde de taux d'intérêt bas »*. Patrick Artus s'interroge sur la viabilité de ce modèle : en réalité, rien ne garantit qu'il soit irréversible, car une remontée des taux d'intérêt pourrait menacer dangereusement la solvabilité budgétaire des États, de telle manière que *« cela peut conduire les banques centrales à ne plus jamais oser remonter les taux d'intérêt, ce qui est un véritable problème »*. En effet, ce que les économistes appellent la *« discipline de marché »*, qui pousse les États à contrôler leur endettement public en raison de la crainte de sanction sur les marchés financiers sous la forme de hausse des taux longs, fonctionne nettement moins dans cet univers. Les États sont fortement incités à laisser filer les déficits...

Ce nouveau modèle macroéconomique entraîne une dangereuse illusion de la disparition des cycles économiques et d'un *« repas gratuit »* selon la formule qu'affectionnent les économistes. Alors qu'à une certaine époque, les récessions étaient liées à une remontée des taux d'intérêt, avec une hausse du coût du capital et une chute de l'investissement, le régime des taux d'intérêt bas actuel pourrait nous laisser espérer le retour à une croissance économique indéfinie dans la stabilité.

Or tel n'est pas le cas selon Patrick Artus, car il ne faut pas négliger les nombreux effets délétères du niveau faible des taux d'intérêt :

- La préférence des agents économiques pour les actifs monétaires sans risque qui profitent peu au financement de l'investissement productif ;
- La chute de la rentabilité des banques qui en conséquence restreignent leur offre de crédit à l'économie ;
- La formation de bulles sur le prix des actifs (comme c'est le cas pour l'immobilier résidentiel et résidentiel par exemple) ;
- La survie d'entreprises *« zombies »*, c'est-à-dire inefficaces et peu productives, qui profitent des taux d'intérêt faibles pour subsister, et perturbent l'allocation correcte des facteurs de production dans l'économie ;

- Des sorties de capitaux qui fuient vers les zones où les taux d'intérêt sont plus attractifs ;

[Lire le cours de spécialité SES en première sur le financement de l'économie](#)

Comment sortir du piège ?

Patrick Artus estime que la question clé est désormais de savoir si ce régime des taux d'intérêt réels faibles est *transitoire* ou bien *structurel* (en raison par exemple d'un excès d'épargne mondiale ou une productivité marginale du capital qui incite à détenir une dette publique sans risque). Car s'il est transitoire, nous sommes peut-être à l'aube d'une très grave crise des dettes souveraines : c'est l'idée que développe Patrick Artus dans cet ouvrage, les taux d'intérêt réels bas viennent de politiques monétaires expansionnistes rendues possibles par une inflation faible, elle-même due à une austérité salariale maintenue depuis les années 1980. Et s'il advient que les politiques monétaires doivent à l'avenir être plus restrictives, en cas d'une accélération de l'inflation toujours possible, alors la solvabilité budgétaire des États sera brutalement compromise.

En définitive, Patrick Artus considère que « *l'austérité salariale dans les pays de l'OCDE s'est accompagnée d'évolutions défavorables à la majorité de leurs populations* », avec une aggravation des inégalités de revenu et de la pauvreté, notamment aux États-Unis. Il existe une certaine probabilité selon lui pour que les futures majorités dans les pays de l'OCDE mettent en œuvre des stratégies pour sortir de l'austérité salariale (par une revalorisation du salaire minimum par exemple), mais le passage d'un équilibre à un autre ne se fera pas sans heurt. Si les salaires réels par tête progressent plus vite que la productivité par tête, il en résultera une hausse de l'inflation, et une hausse des taux d'intérêt puisque les banques centrales, comme c'est leur rôle, ne manqueront pas de réagir. Tout est alors en place pour une très forte déflagration financière sur le front des dettes publiques. Pour l'éviter, et dans la mesure où l'austérité salariale ne peut être viable à long terme sans crise politique et sociale, les banques centrales devront faire preuve d'un très grand doigté pour piloter une normalisation très lente du niveau des taux d'intérêt (« *lisser dans le temps le coût de la hausse des taux d'intérêt pour le rendre inoffensif* »).

Pour Patrick Artus, il est temps aussi pour les gouvernements de remettre la politique des revenus au centre des débats et des négociations sociales sur le partage équitable des gains de productivité entre les salaires et les profits.

Quatrième de couverture

« *L'austérité salariale, depuis quarante ans, façonne nos économies. Au point de départ, il y a eu l'idéologie libérale et la volonté d'accroître les revenus du capital. Mais, aujourd'hui, l'enjeu est beaucoup plus vaste : depuis la crise de 2008, l'austérité salariale a favorisé*

des politiques économiques fortement expansionnistes, avec une inflation faible et des taux d'intérêt bas, qui maintiennent la solvabilité des États malgré un endettement public très élevé. Or, aux États-Unis, en France, en Italie, partout en Europe, les partis populistes ont fait campagne précisément sur la sortie de l'austérité salariale et la hausse du pouvoir d'achat. » P. A. Il faut se rendre à l'évidence : l'austérité salariale est une menace pour les démocraties. Mais comment en sortir alors qu'elle est devenue une pièce centrale de l'équilibre économique ? Patrick Artus analyse ici les conséquences de ce qu'il appelle la « japonisation » des économies, explore les conditions de sortie de l'austérité salariale et prend position dans le débat qui fait rage outre-Atlantique sur les taux d'intérêt bas et la nécessité ou non de les remonter. Un débat dont l'issue dessinera les vingt prochaines années...

L'auteur

- **Patrick Artus** est professeur associé à l'École d'économie de Paris et chef économiste de Natixis.